

Cultures, langues et développement

Saïd Doumane

Lacnad, Inalco, Paris / Université de Tizi-Ouzou

Avant propos

Depuis quelques années, chez les socio-économistes, le débat sur le développement se caractérise par une sorte de fuite en avant dans la recherche de facteurs à même de le favoriser. La seule dimension économique fondée sur l'investissement matériel, financier et technologique n'est plus perçue comme l'alpha et l'oméga des stratégies développement dans les pays sous développés, en mal de développement ou en voie de développement (la sémantique est à même de révéler la confusion et les non-dits qui imprègnent le discours économique en matière de développement !)

Devant les échecs et les impasses, on fait appel à la dimension anthropologique fondée sur les cultures et les langues plurielles des peuples pour, d'une part essayer d'appréhender les causes des blocages du développement et d'autre part tenter de trouver de nouvelles forces mobilisatrices à même de redynamiser des projets en panne. D'aucuns soupçonnent dans cette approche culturaliste du développement, une « ruse » destinée à utiliser la dimension culturelle comme « lubrifiant » à même d'atténuer la « sécheresse » des lois et des mécanisme économiques et financiers.

Notre hypothèse ici, peut être déclinée de la façon suivante : si le développement est dans une large part une affaire de croissance économique, c'est-à-dire d'augmentation durable de la richesse matérielle d'un territoire, d'une région ou d'une nation, il ne saurait se suffire à lui même. C'est dire et avancer que le principe épistémologique qui devrait guider ce débat est de ne pas considérer

d'emblée la culture comme une dimension de l'économique et du politique à laquelle on fait appel quand on a déjà cerné les « choses sérieuses ». L'inverse ne serait-il pas plus pertinent ? Ou du moins les deux (trois) dimensions ne sont-elles pas consubstantiellement liées ?

Cela dit, en guise de réponses à cette interrogation, je propose d'exposer deux grandes idées : l'une ancienne et fort débattue par les économistes hétérodoxes (souvent taxés de culturalistes) et dédaignée par les théories orthodoxes, l'autre plus récente et relativement prise en compte (surtout en période de crise économique dans les pays développés) dans les débats sur le développement : le développement local et territorial.

1- Une politique de développement exogène à la culture de la société d'accueil est vouée à l'échec

Le développement économique en tant que concept et pratique est historiquement déterminé, situé et daté ; c'est le résultat de l'expérience de certains pays européens (Angleterre, France, Allemagne...), celle que l'on désigne par l'expression de « Révolution Industrielle ». Cette expression, peu pertinente au regard au processus historique réel qu'ont connu certains pays, est source de malentendus et parfois d'erreurs aux conséquences graves (pour les pays qui ont cru pouvoir la programmer tel un *deus ex machina*). Elle a présupposé - elle continue à le faire - qu'il suffit d'une action décisive et volontariste de transformation d'une société pour enclencher (ou plutôt déclencher) le développement économique et social. En réalité, il n'y a pas eu dans ces pays de révolution industrielle au sens de rupture brutale entre deux moments historiques de leur évolution sociale mais plutôt d'une lente transformation de leurs structures socioculturelles et économiques. Ce qui a donné un caractère spectaculaire à ces transformations, ce sont les inventions techniques (électricité, chemin de fer, machines diverses...) qui ont peu à peu transformé et dynamisé les conditions de production (passage progressif de l'artisanat et des ateliers villageois à des fabriques et des manufactures de plus grandes dimensions dans les bourgs, de la petite propriété paysanne à la grande propriété terrienne, de l'investissement familial au capital social...). Ceci pour dire

que si « révolution industrielle », il y avait, elle était inscrite et secrétée par les sociétés où elle s'est déroulée et point importée ou suscitée par une intervention extérieure. On cite a contrario l'exemple de l'ère Meiji dans le Japon de la fin du 19^e siècle où l'empereur Mutsu-Hito aurait ouvert son pays aux influences culturelles européennes. Rien de plus faux : seuls le progrès technique et les procédés de fabrication et de commerce ont été adoptés, filtrés, adaptés et enrichis à l'aune de la culture, de la philosophie et des mœurs japonaises. A ce jour d'ailleurs, le capitalisme japonais est marqué du sceau de la spécificité culturelle japonaise qui lui insuffle un surcroît d'efficacité et de résistance aux crises, suivi en cela par d'autres pays asiatiques (Corée du Sud, Chine...). Certains observateurs ont cru ainsi, y voir un modèle asiatique.

a) On commençait déjà à percevoir l'importance du facteur culturel dans les années 1950 et 1960 avec les premières analyses portant sur la problématique sous-développement/ développement (F. Perroux, J. Austruy...) mais ce n'est que deux décennies plus tard que de nombreuses autres analyses établissent le constat que la transposition ex abrupto de l'expérience occidentale est inopérante. On se rend compte que la greffe économique et technologique (échec patent de la plupart des programmes économiques des pays sous-développés) a du mal à prendre en raison du court-circuitage des cultures et des mœurs locales (S. Latouche). Même les institutions internationales comme le PNUD (Programme des Nations-Unies pour le Développement) et la Banque Mondiale se ravisent en proclamant la nécessité d'introduire la notion du développement humain à la place du produit national brut pour l'une et du développement social pour l'autre, au début des années 1990. L'Organisation des Nations unies (ONU) elle-même préconise dans les années 1980 une décennie du développement culturel, allant ainsi au-delà du cahier des charges de son organisation ad hoc (l'UNESCO). On réhabilite ainsi la culture pendant longtemps vécue comme un obstacle à une vision libératrice censée favoriser le développement, voire même en être le moteur (D. Perrot 1989). En fin de compte, l'unanimité semble s'établir autour de la nécessité de réhabiliter les identités culturelles dans une sorte de pragmatisme qui ouvrirait la voie à des expériences de développement spécifiques à chaque société.

En 1984, la revue Tiers-Monde consacre un numéro entier à la question. La tonalité globale des contributions met en valeur la nature polysémique du concept de développement, en mettant au centre de la problématique la dimension culturelle comme celle qui favorise l'avènement "*des connaissances, des valeurs et des attitudes qui permettent l'épanouissement des personnalités et de leurs capacités créatrices*" (RTM, 1984, p.6).

Et pour la première fois chez les économistes du développement, nous semble-t-il, l'accent est mis sur le rôle de la langue (ou plutôt des langues) dans les politiques de développement, en Afrique notamment où sont privilégiées les langues étrangères (souvent ex coloniales) au détriment des idiomes locaux. On y relève le constat, à travers des études réalisées dans différents pays d'Afrique, du Nord au Sud, et des Caraïbes que les échecs des systèmes éducatifs – et donc du développement global de ces pays- s'expliquent en grande partie par leur manque d'ancrage dans les cultures locales. Dès lors que "*le fond culturel fait défaut*", la déculturation mène à des "*dislocations des personnalités*" (*Ibid.*, p. 170) car l'enfant privé de sa langue maternelle perd « sa spontanéité, son originalité, son imagination » (*Ibid.*, p. 155).

Ce genre de débat est balbutiant en Afrique du Nord. Et pour cause : la question des cultures et des langues se pose encore en termes d'affrontement entre Islam et langue arabe sacralisée (dans cette contrée, Islam et langue arabe sont institués en binôme inséparable) d'un côté, modernité occidentale et langue française de l'autre ; la culture et la langue berbères/amazighs autochtones s'efforçant tant bien que mal ces dernières décennies de s'incruster dans cette équation infernale. En Algérie, et à un degré moins obsessionnel en Tunisie et au Maroc, le principe de l'arabisation passe avant toute autre considération, notamment celle du développement économique et socioculturel ; aujourd'hui encore, à la fin de l'année 2015, le ministre du tourisme impose dans les services de son ministère l'usage exclusif de la langue arabe, à l'instar d'autres ministères réputés pour leur enfermement idéologique et linguistique tels les ministères de la justice, de l'éducation, de la culture, du culte... Il y'a en fait un double déni de la réalité culturelle algérienne : refus de l'enracinement dans la civilisation autochtone

(berbère/amazigh) et refus de l'altérité par l'ouverture à l'universel assimilée à la langue française.

Cet enfermement obsessionnel autour de ce qu'on appelle en Algérie « les constantes nationales » freine considérablement l'évolution socioéconomique et culturel du pays, stagnation (certains parlent de régression) constatable à travers le manque d'efficacité de l'économie (l'Algérie importe a peu près tout ou partie de ce qu'elle consomme, y compris son alimentation), l'effondrement de la qualité de l'enseignement, y compris universitaire, la dégradation de l'environnement social et écologique, la propagation de l'intégrisme religieux...

A la base de ce gâchis se trouve ce que beaucoup d'analystes et d'observateurs appellent l'autoritarisme, la dictature ou le totalitarisme politique instauré dès l'indépendance en 1962 (M. Benrabah 1999) mais surtout, selon moi, à la matrice idéologique sur laquelle est fondé ce système : l'arabo-islamisme importé de l'Orient arabe et la négation des valeurs et des cultures locales parfois millénaires. Ce qui a engendré en quelques décennies une profonde crise identitaire qui alimente une haine de soi des plus suicidaires (M. Benrabah, *ibid.*), que certains auteurs ont analysé justement à travers le rapport du pouvoir aux langues et ses conséquences désastreuses (G. Granguillaume 1983 ; M. Boudalou Greffou 1989 ; K. Taleb-Ibrahimi 1995 ; R. Sebaa 1996 et 2015)

b) Pour revenir à la question du développement et de son soubassement matériel, l'économie, ce qui importe et motive les peuples, ce n'est point-paraphrasant en cela F. Von Hayek-, que les modèles et les théories importés soient vrais ou faux. C'est plutôt que ces peuples y croient et y adhèrent ou pas, sans que ces modèles et théories leur soient imposés au nom de vérités, principes et objectifs supérieurs qui ne sont pas les leurs ou qu'ils n'ont pas définis eux-mêmes. Autrement dit, aucune juxtaposition économique, technologique, culturelle ou linguistique ne peut se greffer sans traumatisme mortel (M. Benrabah 1999) si elle heurte les dispositions psychologiques, les mœurs et les représentations du milieu qui la reçoit. Dans ce domaine, plus que dans d'autres, la question la plus cruciale à résoudre ce n'est pas tant la possibilité de mobiliser le maximum de moyens matériels et financiers mais

celle d'obtenir l'adhésion de la société et de ses différentes composantes. Mieux encore, au-delà de l'adhésion qui est une condition minimale, la clé du succès en la matière réside dans la capacité que peut avoir un groupe social à définir ses propres demandes économiques, politiques et culturelles. Incontestablement, la motivation et la liberté de choisir, même inconscientes, sont déterminantes dans les options qui s'offrent à toute population car elles relèvent de sa personnalité profonde. C'est tout simplement ce que les anthropologues désignent par le concept de culture définie comme la somme dynamique des réponses matérielles, sociales culturelles, et psychologiques, que tout groupe humain déploie pour faire face aux défis de son existence.

C'est dire que le développement n'est pas réductible à un quantum de moyens techniques et financiers aux mains d'une bureaucratie omnisciente ; c'est aussi et d'abord une culture qui ne doit en aucune façon entrer en contradiction avec le milieu d'accueil porteur lui-même d'une culture, encore moins l'agresser et viser sa disparition. On l'a dit plus haut, les expériences heureuses en la matière se trouvent dans certains pays asiatiques où la rencontre de deux cultures ne s'est point soldée par la domination de l'une sur l'autre mais par une synthèse plus ou moins féconde selon les cas. Une chose est sûre, ce sont les sociétés ayant pu sauvegarder leur identité culturelle qui ont réussi à transcoder le logiciel du développement occidental ; celles qui ont mimé en faisant fi de leurs cultures courent toujours derrière le mirage du développement, s'enfonçant dans la déculturation qui aggrave leur sous-développement.

La culture endogène est le code de lecture par lequel une société filtre et adapte les flux matériels et immatériels venant de l'extérieur, qui s'imposent à elle ou qu'elle cherche volontairement à adopter. Quand ce code est brouillé ou perverti, cette société, comme l'individu, perd ses facultés de discernement et de maîtrise de la nouveauté, de l'aléa et de l'avènement exogène. Elle est alors exposée au mimétisme stérile ou au repli suicidaire dans le conservatisme et le traditionalisme qui constituent les deux facettes de la déchéance sociétale.

2- Le développement local comme lieu d'une possible synthèse culturelle

Le développement local est, par définition, un processus de mise en valeur d'un territoire pris en charge par des acteurs, individus et/ou groupes s'appuyant sur dynamismes économiques et socioculturels propres à ce territoire et dans lesquels baignent ces acteurs eux-mêmes. De par la proximité qui caractérise ces acteurs et l'impact quasi immédiat de leurs actions, s'établissent des relations synergétiques et de coopération de nature anthropologique : amicales, familiales, villageoises...) qui dépassent le cadre impersonnel des liens marchands et formels. Peuvent alors se mettre en place des réseaux d'initiatives communes et d'entraide à même d'enclencher des effets de levier pour l'émancipation dudit territoire. Dans ce cadre *"le développement local est une dynamique qui met en évidence l'efficacité des relations non exclusivement marchandes pour valoriser les ressources dont il dispose"* (B. Péqueur 1989). Il s'agit ainsi de réhabiliter l'initiative des acteurs et des réseaux locaux, formels et informels, lesquels, contrairement à la rigidité du mode de fonctionnement de l'administration étatique, est à même de libérer un potentiel de créativité et mobilisation d'efforts et de ressources insoupçonnés.

Les cultures et les langues, parce qu'elles constituent un patrimoine partagé qui permet l'intercompréhension, la confiance et la spontanéité des échanges (pas seulement économiques ou financiers) jouent le rôle d'un moteur symbolique d'une efficacité remarquable. Immergés et enracinés dans leur milieu (village, quartier, tribu, région...), les acteurs de proximité économisent une somme d'efforts considérable grâce à leur capacité à mobiliser quasi spontanément leur environnement social (gain de temps, allègement de procédures, communication efficace et rapide, rapports de confiance au détriment des formalités de la mécanique bureaucratique).

A chaque territoire, son processus de développement propre, pourrait-on dire en forçant à peine le trait ! Car c'est dans la diversité territoriale et culturelle que réside le potentiel de créativité sociale.

Le cas algérien, en tant que contre exemple, est à méditer. Tel le Leviathan de Hobbes, l'Etat algérien issu de la décolonisation s'est évertué à construire un pays

nouveau, considéré telle une feuille blanche à noircir (révélatrice est la sémantique du "noircissement de la matrice inter-industrielle empruntée au jargon des économistes démiurges"), partant du présupposé que la diversité anthropologique est un frein au développement. C'est pourquoi, son projet économique et politique avait pour but dès l'origine de réduire l'hétérogénéité socioculturelle de l'Algérie et en faire un espace humain, culturel et linguistique homogène.

Des études ont pourtant montré que les projets de développement réussis dans le monde sont souvent ceux dont la dynamique est enracinée dans un creuset territorial (RISS 1988). C'est ainsi qu'on a constaté à travers l'exemple des expériences des pays hyper centralisés (notamment les pays ex socialistes) que ce sont les collectivités locales et territoriales et les acteurs en marge des Etats centraux (petites paysans et artisans, collectivités villageoises, petits commerçants, associations informelles...) qui ont permis la survie de ces pays. C'est dire, à la suite des socio-économistes spécialisées dans les recherches territorialisées que les projets de développement viables ne sont pas ceux qui sont conçus dans les bureaux de des technocrates mais ceux qui sont secrétés par les milieux locaux. En Algérie, comme ailleurs, ces milieux locaux sont plus aptes à devenir des entités créatrices et entrepreneuriales pour peu qu'elles aient la latitude de se réappropriier politiquement et culturellement leurs espace, culture, langue et histoire.

Eléments bibliographiques

- Austruy J. (1972) : *Le scandale du développement*, Marcel Rivière et cie.
- Benrabah M. (1999) : *Langue et pouvoir en Algérie, histoire d'un traumatisme linguistique*, Paris Séguier.
- Boudalia-Greffou M. (1989) : *L'école algérienne de Ben Badis à Pavlov*, Alger Laphomic.

- Granguillaume G. (1983) : *arabisation et politiques linguistiques au Maghreb*, Maisonneuve/Larose.
- Latouche S. (1986) : *faut-il refuser le développement*, PUF.
- Pecqueur B. (1989) : *Le développement local, mode ou modèle*, Syros.
- Perrot D. (1989) : *La dimension culturelle du développement, un nouveau gadget*, revue Clés, n° 14, Université de Lille I.
- Perroux F. (1981) : *Pour une philosophie du nouveau développement*, Aubier/Presses de l'UNESCO.
- Sebaa R. (1996) : *L'arabisation dans les sciences sociales, le cas algérien*, L'Harmattan.
- Taleb-Ibrahimi K. (1995) : *Les Algériens et leur(s) langue(s)*, Alger Dar El Hikma.
- RISS, Revue Internationale des Sciences Sociales (1988) : *Rapport de discussion du colloque de l'UNESCO sur la modernité et l'identité*, n°118.
- RTM, Revue Tiers-Monde (1984) : *Culture et développement* ; T.XXV n° 97, IEDEs-PUF.